

**L'évaluation de la politique d'insertion
professionnelle en Algérie**
**Le Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle DAIP/CID (Contrat
d'Insertion des Diplômés)**
Étude exploratoire cas de Tlemcen

Dr. Tabet Aoual Wassila (MC/A)
BENAYAD Samira –Doctorante- Tlemcen

Résumé :

La restructuration de l'emploi en Algérie s'accompagne d'un renforcement de dispositifs dont certains touchent les jeunes issus de l'enseignement supérieur. Le sujet de l'insertion professionnelle, et ces dispositifs mis en place par le gouvernement algérien, ayant déjà été amplement couverts par nombre de rapports et d'études, mais on a remarqué le manque des études sur le Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (catégorie Contrat d'Insertion Professionnelle CID). C'est à cette raison qu'on a décidé de l'étudier à travers ce travail.

Dans ce cadre, notre travail vise d'une part à mieux connaître la situation des diplômés du supérieur, sur le marché du travail et les problèmes qu'ils font face, à travers un questionnaire, qui nous permis, d'autre part, d'évaluer le dispositif (DAIP).

Mots clés : diplômés du supérieur, insertion, marché du travail, chômage, diplôme

Introduction :

Au sortir de l'université, les jeunes se trouvent subitement plongés dans le monde du travail. Leur insertion dans la vie active constitue depuis un certain nombre d'années un problème de société récurrent, souvent vécu difficilement par eux.

Cependant, les diplômés universitaires se heurtent à différents obstacles. Le premier obstacle, bien sûr, est le marché du travail. On juge que certaines spécialités ne peuvent servir au marché du travail et on porte encore un mauvais jugement sur les lauréats n'ayant pas bien choisi la spécialité qui pourra leur offrir une place dans le marché de l'emploi.¹

Pour la majorité de ces jeunes (primo demandeurs d'emploi); le transfert de la formation vers la pratique du métier constitue une étape difficile, durant laquelle ils sont confrontés à diverses expériences et situations nouvelles auxquelles ils doivent s'adapter rapidement.

Ce transfert est une période cruciale de la carrière d'un jeune et ne constitue pas un problème majeur, mais des ennuis peuvent surgir lorsque

ce passage produit des déceptions, des insatisfactions, des échecs dans la recherche d'un emploi convenable, des choix erronés, des pertes de temps et des occasions perduesⁱⁱ.

Le temps de l'entrée dans le monde du travail porte la marque de la précarité, de l'instabilité, de l'insécuritéⁱⁱⁱ. Et sans aucun doute, les jeunes algériens souffrent de ces trois phénomènes.

L'insertion des jeunes est actuellement l'un des sujets majeurs de préoccupation de l'Algérie. Il est évident que la politique publique d'insertion professionnelle menée à ce jour devait s'adapter de manière permanente aux contraintes subies par le pays en double plan politique et économique.

Les causes du chômage des diplômés sont multiples et pour partie liée au manque de croissance économique et aux politiques conduites en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

Avant d'aller plus loin, on va essayer de définir les concepts utilisés fréquemment dans cette recherche en cernant l'origine de l'insertion professionnelle, ensuite on va exposer la situation de l'emploi, du chômage et des diplômés du supérieur en Algérie.

I. L'origine de l'insertion professionnelle :

L'insertion professionnelle des jeunes diplômés du supérieur est une question de société, mais aussi de recherche.

Étudiée depuis plus de trente ans en France, elle est souvent décrite comme un processus complexe et multiforme dont la mesure s'avère une tâche ardue et mobilise une imposante batterie de concepts et d'instruments tant théoriques qu'empiriques.^{iv}

Les travaux sur ce sujet ont mis au centre de leurs intérêts et de diverses manières, le passage de l'individu du système d'enseignement à celui de l'emploi ou le passage de l'étape de la scolarité à l'étape d'activité.

Malgré ça l'insertion professionnelle n'a guère retenue l'attention des spécialistes du marché du travail ou des politiques sociales qu'après les années 70, après la détérioration de la situation de l'emploi en France.

Même si les théories sur le marché du travail sont relativement muettes à l'égard de l'insertion professionnelle, il est possible de déceler certains éléments implicitement explicatifs.^v

En ce qui concerne les fondements théoriques, les économistes de l'éducation et les économistes du travail se sont inspirés de la théorie

néoclassique pour produire différentes théories explicatives du marché du travail des jeunes, en particulier la période d'insertion professionnelle.

Parmi les théories auxquelles renvoient les travaux concernant le marché du travail des jeunes et l'insertion dans la vie active, on peut citer la théorie du capital humain (Becker 1964), la théorie du filtre (Arrows et Spence 1973,1974), la théorie de la recherche d'emploi, la théorie de salaire de réserve^{vi}...

A la fin des années soixante-dix, suite aux deux chocs pétroliers successifs, une crise économique structurelle mondiale s'installe. De plus en plus de jeunes sortants éprouvent des difficultés à accéder à un emploi (premier) et la période d'insertion, quasi-instantanée en période de croissance, tend à s'allonger (apparition de la notion de chômage de longue durée)^{vii}.

Cette crise a conduit à remettre en cause cette vision simple, pour ne pas dire simplicité, de l'insertion professionnelle. Celle-ci est apparue comme longue et complexe et méritant dès lors plus ample réflexion théorique^{viii}.

Jean-Yves Barreyre donne l'origine étymologique du mot « insérer » du latin in-sere, qui signifie « introduire dans »^{ix}.

Pour J.Vincens, il existe deux approches pour définir l'insertion professionnelle : la première définition se situe par rapport à l'individu et la seconde au niveau macroéconomique.

Selon la première approche, l'insertion professionnelle d'une cohorte est considérée comme l'insertion de l'ensemble des individus qui la composent. Cette approche nous amène à une situation où une cohorte n'est jamais totalement insérée^x. Elle définit l'insertion professionnelle d'un individu comme l'état dans lequel il occupe un emploi stable.^{xi}

La deuxième approche est d'ordre macroéconomique. Au lieu de considérer l'individu comme unité, il s'agit de suivre des cohortes définies par rapport à leur date d'entrée dans la vie active.

Pour cela, il faudrait choisir des variables économiques qui peuvent caractériser l'insertion de la cohorte. Cette approche nécessite une observation longitudinale qui permet de percevoir l'insertion de chaque cohorte.^{xii}

L'insertion professionnelle est le processus par lequel des individus n'ayant jamais appartenu à la population active (sans expérience), accèdent à une position stabilisée dans le système d'emploi.^{xiii}

II. Le marché du travail en Algérie :

Dans une économie, le marché du travail revêt une importance fondamentale, car c'est lui qui permet d'affecter le capital humain aux employeurs.

La difficulté de l'insertion dans le monde du travail témoigne du fait que les politiques conduites dans ce domaine n'ont pas produit les résultats qui en étaient attendus malgré les moyens croissants mobilisés par les pouvoirs publics.

Les résultats de l'évaluation de ces politiques ont poussé les pouvoirs publics à concevoir un nouveau dispositif (régé par la disposition du décret exécutif N°08-126 du 19 Avril 2008) : le cadre juridique du marché de l'emploi algérien s'est enrichi donc d'un nouveau dispositif DAIP (Le Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle).

Ce dispositif est mis en place au profit des diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, des jeunes issus du cycle secondaire de l'éducation nationale ainsi qu'aux jeunes sans qualification ni formation.

Il vise à faciliter l'accès à un emploi durable aux jeunes primo-demandeurs d'emploi, inscrits auprès du réseau des agences nationales de l'emploi ANEM^{xiv}. Il est régi par ces derniers en relation avec les directions de l'Emploi des Wilaya. Il est favorisé par une aisance financière du pays, veut s'intégrer dans une dynamique globalisante pour traiter le chômage par une approche économique.

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, M. Tayeb Louh, a rappelé^{xv} les différentes mesures inscrites dans ce nouveau dispositif dans le cadre de la stratégie de la promotion de l'emploi, notamment les subventions salariales, en plus des allègements des différentes charges fiscales et parafiscales en faveur des employeurs créateurs d'emploi, en privilégiant l'insertion dans le secteur économique public et privé.

Mr Tayeb Louh, a rappelé les différentes mesures inscrites dans ce nouveau dispositif, notamment les subventions salariales, en plus des allègements des différentes charges fiscales et parafiscales en faveur des employeurs créateurs d'emploi, en privilégiant l'insertion dans le secteur économique public et privé. Son objectif assigné consistera à passer d'un taux annuel de recrutement durable de 12% à 33%.

Il a révélé que le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait « un recul du taux de chômage en Algérie à 9,3 % en 2013 ».^{xvi}

Le marché du travail est actuellement^{xvii} le lieu de profondes transformations sous L'impulsion conjuguée de plusieurs tendances :

- L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail.
- Un niveau de scolarisation et de qualification de plus en plus élevé.
- Une accélération de la création d'emploi.
- Une offre plus importante de biens et services sur le marché, qui accroît les besoins de revenus des ménages.
- Une permissivité plus grande de la société à l'égard du travail des femmes.

III. La situation des diplômés du supérieur en Algérie :

L'enseignement supérieur bénéficie d'un budget de 868 milliards DA, dans le programme de développement quinquennale 2010-2014, destinés à la réalisation de 600.000 places pédagogiques, 400.000 places d'hébergement et 44 restaurants universitaires.

L'enseignement supérieur produit actuellement entre 100 000 à 120 000 diplômés universitaires, soit 10%, chaque année en Algérie.^{xviii}

Selon un récent rapport du Conseil national économique et social (Cnes), le chômage est de 22% chez les jeunes de la tranche d'âge des 16 à 24 ans, ainsi que pour les universitaires (16,1%).^{xix}

Dans les pages suivantes on va essayer de connaître la situation des diplômés du supérieur sur le marché du travail selon les résultats issus d'un questionnaire. Ce questionnaire est publié par Internet dans des forums algériens, il touche les jeunes de la formation supérieur, durant une période d'un mois (du 13-06-2011 au 13-07-2011).

On a choisit le questionnaire parce qu'il fournit des informations empiriques et donc plus crédibles.

Après la collecte et l'analyse des informations par le SPSS, on a résumé les résultats suivants :

Le taux de réponse est de 85.71% dans un échantillon de 30 personnes.

Nous avons calculé le taux du chômage dans cette cohorte, il représente 6.7% des jeunes répondants mais on observe que cette proportion constitue une population inactive, parce que ces jeunes sont en chômage volontaire (Poursuivre les études, vouloir travailler à leur compte...).

La population occupée représente 93.3% des répondants.

30% des répondants ont un contrat à durée indéterminée, le reste bénéficie des emplois temporaires dans le cadre du DAIP et selon des données reçues par l'Agence de l'Emploi de la Wilaya de Tlemcen, 3.89% des

bénéficiaires de ce dispositif ont obtenu un travail permanent après ou lors le travail dans le cadre du DAIP durant l'année 2010.

Donces emplois ne présentent pas des marches pieds vers des situations d'emploi stable, mais représente, des trappes à précarité parce qu'un taux faible des emplois temporaires débouchent sur un emploi stable.

On a observé que les diplômés des sciences sociales représentent un taux supérieur par rapport aux autres types de formation avec un taux de 44.62% du total des personnes insérées suivies par les sciences de la technologie avec un taux de 23.06%.

Le taux des diplômés des autres formations (les sciences exactes et l'architecture) est faible, ce qui explique la difficulté de ces personnes pour accéder à un emploi, et donc l'incapacité de l'Agence de l'Emploi d'orienter cette catégorie des jeunes.

La raison est simple et claire : le manque des offres d'emploi dans le secteur économique du fait du manque des prospections d'emploi par les Agences de l'Emploi, l'absence d'une veille stratégique sur les métiers et l'emploi, et d'autre part, la forte désindustrialisation de l'économie nationale.

Le test Chi carré nous permet de calculer le degré de l'indépendance entre deux variables. Dans le cas de notre recherche, on a essayé de calculer le degré de l'indépendance entre le sexe et la possibilité d'obtenir un emploi. Nous avons obtenu les résultats suivants : Le niveau de signification est supérieur de 0.005, c'est-à-dire, l'insertion des jeunes dans la vie active ne dépend pas du sexe, ce qui signifie l'absence des pratiques discriminatoires dans les tentatives de s'insérer et de s'articuler dans le marché du travail.

En plus les femmes sont devenues des parties prenantes du monde du travail, elles ont souvent confrontées à relever des défis lorsqu'elles tentent de se tailler une place et de s'actualiser dans la sphère professionnelle. Elles constituent maintenant une force au sein de la population active.^{xx}

Donc, la politique d'insertion en Algérie vise à toucher tous les genres des jeunes sans exception.

80% de la population active se trouvent dans le secteur administratif. Cette situation conduit à créer des emplois de qualité souvent critiquable et très peu stable.

Elle est la conséquence de la modification sensible de la structure de l'emploi en faveur des services et de l'administration.

13% des insérés se trouve dans le secteur privé, ce dernier qui se caractérise par l'informel qui y règne^{xxi}. Travail au noir, salariés non déclarés, entorses au droit du travail, le salarié du secteur privé notamment le secteur privé local subit le règne de l'informel et l'absence totale de protection sociale.

40% des jeunes occupent un emploi qui n'a aucune adéquation avec le type de formation suivi. Peut-être parce que l'objectif du jeune diplômé de l'enseignement supérieur n'est pas l'insertion dans un emploi qui a un lien et une adéquation avec sa formation, mais plutôt à décrocher « un bon emploi » et saisir la première opportunité, notamment dans un pays où le chômage atteint un taux élevé.

C'est depuis 1962, l'Algérie a connu une succession de tentatives d'ajustement du marché de la formation supérieure aux besoins du marché du travail, mais sans succès. Plusieurs études tentent d'étudier l'adéquation entre la formation et l'insertion professionnelle.

La préparation à l'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur prend en considération trois points, selon le Pr Nabil Bouzid, de l'université Larbi-Ben-M'hidi d'Oum El-Bouaghi^{xxii} :

Le premier est de relever les différentes évolutions socioéconomiques qui ont fait que les établissements de l'enseignement supérieur, en Algérie et dans le monde, doivent s'intéresser davantage à l'employabilité et à l'insertion professionnelle de leurs diplômés. Le deuxième est d'exposer la situation de l'enseignement supérieur algérien au regard de nouvelles grandes tendances relatives à l'émergence d'une économie du savoir. Enfin, le troisième est la proposition d'un ensemble de stratégies nécessaires à prendre en compte par les établissements de l'enseignement supérieur en Algérie pour améliorer, justement, l'employabilité et l'insertion professionnelle des diplômés universitaires.

Après l'analyse de ces résultats on peut comprendre et évaluer la politique d'insertion en Algérie.

IV. L'évaluation de la politique d'insertion professionnelle (le DAIP) :

Le gouvernement algérien espère à travers la nouvelle politique d'insertion de faciliter l'entrée des diplômés de l'enseignement supérieur dans la vie active et réduire la durée et le taux du chômage-on notant que les politiques d'insertion s'inscrivent dans une double filiation. D'une

part, elles sont issues du champ de l'action sociale (confrontées à la lutte contre la pauvreté). D'autre part, les politiques d'insertion sont issues de politiques de l'emploi (traitement du chômage), ce qui rend cette mission plus lourde et plus difficile-, mais la réalité est très différente.

L'absence de la clarté dans l'analyse des problèmes de société comme le chômage est un cauchemar qui menace les politiques algériennes de l'emploi, le dénie la réalité du chômage et l'allusion d'échec des politiques d'emploi et d'intégration n'est en aucun cas la solution pour résoudre ce problème.

Cette politique a conduit à l'apparition d'une fracture sociale sur le marché du travail algérien, entre des travailleurs relativement bien protégés du fait du statut de leur emploi (emploi permanent) et d'autres catégories d'actifs aux trajectoires professionnelles plus précaires et discontinues (emploi temporaire).

Le Comité national pour la défense des droits des chômeurs a estimé que la politique publique de l'emploi n'est rien d'autre qu'un fiasco et maintient les jeunes dans une «précarité chronique» et «porte atteinte à la dignité des travailleurs».^{xxiii}

L'insertion de ces jeunes nécessite une politique volontariste qui exige un accompagnement conséquent vers l'emploi durable et non seulement l'orientation des demandeurs d'emploi diplômés vers des emplois précaires et dans le secteur administratif. Ce secteur qui devient, au contraire des entreprises économiques, le grand absorbateur des jeunes diplômés. Même si ces entreprises (essentiellement des PME dans le secteur tertiaire et BTPH) contribuent (rarement) dans l'insertion des universitaires, elles sont des structures à gestion familiales^{xxiv} sans adéquation aux standards de gestion moderne et donc incapables à comprendre la nécessité de recrutement des jeunes diplômés. Si un contrat temporaire est l'occasion pour une personne de se remettre en selle et qu'après elle trouve un meilleur emploi, tout va bien. Si c'est le début d'un enfermement dans la précarité, c'est évidemment un échec.^{xxv}

Dès lors, l'insertion n'apparaît plus comme une période, celle où l'on emprunte des passerelles pour essayer de mettre un pied sur la terre promise (le contrat à durée indéterminée, CDI).^{xxvi} Mais une durée de souffrance d'un salaire insuffisant et une introuvable protection sociale.

V. Conclusion :

Il est clair que l'intervention de l'état doit être focalisé sur deux phénomènes particulièrement interdépendants est nécessaire : le système de l'enseignement et le marché de l'emploi. *Djamel FEROUKHI* a dit : « Dans le domaine de l'emploi et de la formation, l'Etat était le principal entrepreneur^{xxvii} ».

La réforme de la formation supérieure apparait donc primordiale, elle est un des trois éléments "Travail, Formation Supérieure, Emploi", entant que moyen de production des connaissances, envisagée sous l'angle de "bien économique", recouvre des caractéristiques qui font sa singularité, par rapport à tous les autres biens^{xxviii}.

Les experts dans le domaine de l'emploi et de l'insertion professionnelle ont convenu dans ce point, selon l'expert économiste, Abdelmadjid Bouzidi^{xxix}, le système éducatif et de formation en Algérie à une part de responsabilité dans le problème du chômage. Selon lui, le taux élevé de scolarisés dans le pays n'a pas donné de résultats positifs et de succès, puisque l'éducation représente aujourd'hui une dépense qui doit produire demain un supplément de richesse et de bien-être.^{xxx}

Par exemple, en France, l'essor des politiques d'insertion dans les années 70 découle de la prise de conscience d'une complexité accrue de la relation entre la formation initiale et l'emploi.

Les informations et les données exposées précédemment montrent que tant d'emplois ont été créés et tant de personnes ont bénéficié d'une insertion sur le marché du travail, mais il convient de s'intéresser également à la durée des contrats de travail proposés (à durée déterminée), aux secteurs d'activité (secteur administratif), au niveau de rémunération payée aux bénéficiaires, au niveau de la protection sociale etc....

Cette dernière qui vise à protéger les différentes couches de population contre les risques qui peuvent les affecter, notamment le chômage, constitue aussi l'un des sujets importants dans le monde de l'emploi et nécessite une attention particulière en tant qu'un moyen contribuant à la réduction du taux du chômage.

Si l'Algérie n'a pas trouvé le chemin vers la maîtrise de ce phénomène, elle doit s'inspirer d'autres expériences réussies d'un autre pays. Un petit pays qui est en effet parvenu, en une décennie, à diminuer de moitié, et de façon durable, son taux de chômage malgré la gravité de la flexibilité de son marché du travail.

La problématique de l'emploi et de la protection sociale en Algérie, si elle ne se pose pas encore en termes de flexi-sécurité comme dans d'autres économies, reste toutefois une préoccupation majeure dans le pays.^{xxxii}

Donc, nous avons les expériences, nous avons la boussole, il est temps de bouger un peu-avec l'aide d'une réelle volonté politique- et fonder un nouvel espoir.

Voulez-vous savoir comment? Vous trouverez la réponse dans ma prochaine publication.

Annexe:

Avez-vous un emploi?

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Oui	28	93,3	93,3	93,3
Valid Non	2	6,7	6,7	100,0
Total	30	100,0	100,0	

Type d'emploi occupé

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Cdd	2	6,7	7,1	7,1
Cdi	9	30,0	32,1	39,3
Valid daip	15	50,0	53,6	92,9
autres	2	6,7	7,1	100,0
Total	28	93,3	100,0	
Missing System	2	6,7		
Total	30	100,0		

statut de l'employeur

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid public administratif	24	80,0	85,7	85,7
privé	4	13,3	14,3	100,0
Total	28	93,3	100,0	
Missing System	2	6,7		
Total	30	100,0		

Chi-Square Tests

	Value	Df	Asymp. Sig. (2-sided)	Exact Sig. (2-sided)	Exact Sig. (1-sided)
Pearson Chi-Square	1,639 ^a	1	,201		
Continuity Correction ^b	,293	1	,588		
Likelihood Ratio	2,381	1	,123		
Fisher's Exact Test				,492	,313
Linear-by-Linear Association	1,584	1	,208		
N of Valid Cases	30				

a. 2 cells (50,0%) have expected count less than 5. The minimum expected count is ,87.

b. Computed only for a 2x2 table

Bibliographie :

ⁱ<http://www.latribune-online.com/index.php?news=29910>,le 14/05/2013

ⁱⁱ Claude La Flamme, Une contribution à un cadre théorique sur l'insertion professionnelle des jeunes, 1997, p : 03

ⁱⁱⁱ Les Jeunes, l'insertion, l'emploi, Bernard CHARLOT et Dominique GLASMAN, presses universitaires de France, 1998, , ISBN :2130489397, p :21

^{iv} L'insertion professionnelle et les durées d'accès au premier emploi des diplômés de l'enseignement supérieur: une analyse micro économétrique, Chokri Abdennadher, Rafika Azri, p : 01

^v Claude La flamme, op.cit. p :204

^{vi} Rabah Arrache, Quelques éléments sur l'analyse du processus d'insertion professionnelle, Janvier 2002, p :06

^{vii} Djamel FEROUKHI, La problématique de l'adéquation formation-emploi, Edition Imprimerie SARP- Dély Ibrahim, p :21

^{viii} Michel VERNIERE, L'insertion professionnelle : analyses et débats, Edition ECONOMICA, 1997, p :224

^{ix} http://fr.wikipedia.org/wiki/Insertion_sociale_et_professionnelle

^x Rabah Arrache, op.cit, p :10

^{xi} http://www.memoireonline.com/04/10/3377/m_Strategies-dinsertion-des-jeunes-de-la-ville-de-Yaounde4.html,le 01-03-2011

^{xii} Rabah Arrache, op.cit, p : 10

^{xiii} Ibid., p :11

^{xiv} www.mtess.gov.dz/.../emploi/.../PROMOTION%20DE%20L'EMPLOI%20DES%20J EUNES.pdf,le 07-06-2011

^{xv} <http://www.bladi-dz.com/articles/1718/1/Algerie--Mise-en-uvre-de-nouveau-dispositif-demploi/Page1.html>,le 07-06-2011

^{xvi}http://www.reporters.dz/index.php?option=com_content&view=article&id=9983:93--de-taux-de-chomage-en-2013-en-algerie-selon-le-fmi-&catid=1:thema&Itemid=8,le 18/04/2013

^{xvii}<http://www.fmrh.org/observatoire-des-rh/etudesetprojets/projet- agora/emploiscompetencesagorarh/23-evolutions-demographiques-en-algerie-et-impact-sur-le-marche-de-lemploi-et-les-politiques-rh,le 07-06-2011>

^{xviii}<http://fr.allafrica.com/stories/201002220940.html,le 07-06-2011>

^{xix}<http://www.liberte-algerie.com/actualite/chomage-eleve-chez-les-jeunes-universitaires-en-algerie-selon-un-rapport-de-l-organisation-mondiale-du-travail-199463,le 10/04/2013>

^{xx} La spécificité des femmes en matière d'insertion socioprofessionnelle, Association canadienne d'éducation de langue française ACELF, printemps 2005,p :134

^{xxi} Problématique de l'emploi et de la protection sociale en Algérie : comment gérer la complexité de la situation ? Samir TOUMI,p :02

^{xxii}<http://dzairnews.com/article/2e-colloque-international-a-guelma-employabilite-et-insertion-professionnelle-de,le:14-09-2011>

^{xxiii}<http://www.djazairnews.com/fr/elwatan/319979,le 15/03/2013>

^{xxiv} LAOURARI Hacene, colloque : problématique de l'insertion professionnelle des jeunes issus de l'enseignement supérieur en Algérie : état de lieux et piste de réflexion, 02 et 03 juin 2010,p :16

^{xxv} L'introuvable sécurité de l'emploi, Bernard GAZIER et Peter AUER, édition Flammarion Paris 2006, ISBN 978-2-0812-1318-0,p :35,

^{xxvi} Ibid., p : 20

^{xxvii} L'entreprise, l'Université et le Marché du Travail en Algérie : tentative d'analyse,Nadji KHAOUA, revue d'Albahith,n°06, Université Badji-Mokhtar, Annaba,2008,p :16

^{xxviii} Op.cit,p :14

^{xxix}<http://www.algerie-news.com/algerie-info/selon-des-experts-la-politique-de-lemploi-en-algerie-a-cree-des-postes-de-travail-fictifs-et-a-augmente-le-taux-de-chomage/le 14-09-2011>

^{xxx} Marc GURGAND, Economie de l'éducation, Édition la découverte, Paris 2005, :08

^{xxxi}ibid,p :04